



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DES YVELINES

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Bureau de l'Environnement

LA PREFETE DES YVELINES,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°07-099/DDD du 30 juillet 2007 autorisant la société Dereco DIB, dont le siège social est situé 72 rue des Voyers à Porcheville (78400) à exploiter des installations classées, Zone d'Activité de Limay-Porcheville, au 12 rue Charles Tellier, à Limay (78520). Les installations sont soumises à la législation des installations classées sous les rubriques suivantes :

Activités soumises à autorisation :

Installation et activités concernées	Eléments caractéristiques	N° de la nomenclature
Stockages et activités de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage, etc... la surface utilisée étant supérieure à 50 m ²	Superficie des stockages extérieurs : 700 m ² (environ 1 500 t/an)	286
Ordures ménagères et autres résidus urbains (stockage et traitement des) – stations de transit, à l'exclusion des déchetteries mentionnées à la rubrique 2710	Station de transit et de tri de déchets de déchets banals en mélange (papiers, cartons, plastiques, bois, etc...) et de déchets d'équipements électriques et électroniques provenant d'installations classées ou des particuliers.	322-A
Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères) : stations de transit ;	Superficie de l'installation : 130 m ² Tonnage annuel maximal : 2 000 tonnes/an	167-A

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 décembre 2009 suite à la visite effectuée le 30 octobre 2009 sur le site exploité par la société Dereco DIB à Limay ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté que la société Dereco DIB n'a pas mis en place l'ensemble des moyens de défense incendie visés à l'article 3.V.7.1.3. de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2007 ;

Considérant qu'il convient en conséquence de faire application des dispositions de l'article L.514-1-I du code de l'environnement ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture :

A R R E T E

Article 1^{er} : La société Dereco DIB, est **mise en demeure**, dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, de satisfaire aux dispositions de l'article 3.V.7.1.3. de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2007 concernant les moyens de lutte contre l'incendie de l'établissement (robinets d'incendie armés) et d'en apporter les justifications à l'inspection des installations classées, pour son établissement situé dans la Zone d'Activité de Limay-Porcheville, au 12 rue Charles Tellier, à Limay (78520).

Article 2 : Si l'exploitant n'obtempère pas à l'injonction signifiée dans le délai imparti, il pourra être pris à son encontre les sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 3 : Délai et voie de recours (article L.514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, le maire de Limay, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile de France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.




POUR AMPLIATION
LA PRÉFÈTE DES YVELINES
et par délégation
Le chef de bureau


Lucie BOULANGER

Fait à Versailles, le 28 DEC. 2009

La Préfète,


Pour la Préfète, par délégation,
Le Secrétaire général

Claude GIRAULT